

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 24/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACCURIDE

5 avenue du Président René Coty
10600 La Chapelle-Saint-Luc

Références :
Code AIOT : 0005701965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement ACCURIDE implanté au 5 avenue du Président René Coty, 10 600 La Chapelle-Saint-Luc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est tenue dans le cadre d'une action régionale relative au respect du tri des déchets chez les producteurs de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACCURIDE
- au 5 avenue du Président René Coty, 10 600 La Chapelle-Saint-Luc
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine installée depuis 1957, l'activité du site ACCURIDE WHEELS consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs automobiles.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri à la source	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2	Sans objet
2	Priorité des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I	Sans objet
4	Traçabilité des	Arrêté Ministériel du 31/05/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	déchets	article Article 2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des Installations Classées constate que l'usine Accuride respecte l'ensemble des points contrôlés dans le cadre de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les déchets issus des 5 flux (papier et carton, métal, plastique, verre, bois) produits par l'établissement sont triés à la source.</p> <p>Chaque flux de déchets est stocké dans des contenants dédiés. Les déchets ne sont pas traités sur place. Une vérification par échantillonnage des différentes poubelles de collecte présentes dans l'usine a permis de confirmer que le tri des déchets était bien mis en place et respecté.</p> <p>La gestion des déchets a été présentée par l'exploitant pour les 5 flux cités précédemment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les papiers sont placés dans l'usine dans des petites poubelles de tri, puis sont stockés dans une benne 30 m³ avant d'être collectés par un prestataire spécialisé sur demande (contrat à renouvellement tacite entré en vigueur le 1er mars 2021). - Les cartons sont placés dans l'usine dans des bennes 1 m³, puis stockés dans une benne 30 m³ avant d'être collectés par un prestataire spécialisé sur demande (contrat à renouvellement tacite entré en vigueur le 1er mars 2021). - Les métaux sont collectés dans des bennes en usine, puis selon leurs formes sont stockées dans de grandes bennes de 30 m³ dans la zone de stockage des déchets du site. L'acier étant la matière première principale utilisée pour la réalisation des roues, le prestataire passe deux fois par jour vider ces bennes (contrat à renouvellement tacite entré en vigueur le 1er avril 2017). - Les plastiques sont triés dans des sacs poubelles en plastique transparents incolores, puis sont collectés par un prestataire spécialisé (contrat à renouvellement tacite entré en vigueur le 1er mars 2021). - Les déchets de bois sont principalement dus aux palettes utilisées. Ces déchets sont stockés dans l'usine puis sont collectés par un prestataire local spécialisé (contrat à renouvellement tacite entré en vigueur le 1er juin 2012). - L'usine ne produit pas de déchets de verre. Néanmoins, une poubelle permettant le tri du verre est disponible sur le site pour les utilisateurs du site. Cette poubelle est vidée par un prestataire spécialisé sur demande de l'exploitant.

Les différentes bennes sont identifiées en fonction des déchets qu'elles reçoivent.
L'inspection constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1.</p> <p>L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit.</p> <p>Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques.</p> <p>La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires.</p> <p>II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'ensemble des filières de collecte et de traitement des déchets auxquelles l'installation fait appel.</p> <p>Les différents contrats mis en place avec les organismes de gestion de déchets ont pu être présentés à l'inspection.</p> <p>Les palettes sont revendues à un prestataire spécialisé local, qui les réemploie directement quand elles sont en bon état, et qui les répare sinon.</p> <p>Les métaux sont collectés et valorisés par un prestataire spécialisé. L'attestation de valorisation de ce type de déchets pour 2023/2024 a été présentée à l'inspection. Pour l'année 2023 et l'année 2024 en cours, 1728 tonnes de déchets métalliques ont été valorisés.</p> <p>Les plastiques sont collectés et valorisés par un prestataire spécialisé. L'attestation de valorisation des déchets plastique pour 2023 a été présentée à l'inspection. En 2023, 3,24 tonnes de déchets plastique ont été valorisés.</p> <p>Le papier et le carton sont collectés et valorisés par un prestataire spécialisé. L'attestation de valorisation des déchets papiers et cartons pour 2023 a été présentée à l'inspection. En 2023, 9,32 tonnes de déchets papiers et cartons ont été valorisés.</p> <p>Dans l'ensemble, il a été constaté le respect du principe de proximité et de la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. De plus, il a été noté les efforts faits par l'exploitant pour réduire ses déchets résiduels.</p> <p>L'inspection constate le respect de la prescription</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)
Constats : L'inspection constate que l'exploitant est inscrit sur Track Déchets depuis le 2022, et que l'outil est utilisé afin d'éditer les bordeaux de suivi des déchets dangereux, et des DASRI. Les déchets dangereux sont triés sur le site par catégorie de déchets (par exemple des boues de filtration, ou des emballages de peinture). Sur le site, ces déchets dangereux sont stockés dans des fûts conformes d'après l'ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route). Deux bordereaux de suivi des déchets dangereux de 2024 ont été contrôlés par échantillonnage : - le bordereau en date du 18 septembre 2023 concerne l'élimination de 2,8 tonnes de boues de station et de peinture ; - le bordereau en date du 15 juillet 2024 concerne l'élimination de 20 tonnes de boues de filtration. Ainsi, l'inspection constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 c) Origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement
(...)

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection son registre chronologique en version informatisée. La version informatisée est une base de données de type Excel dédiée au suivi et à la gestion des déchets dangereux et non dangereux produits par l'entreprise.

L'inspection a vérifié que ce registre était complet et présentait bien l'ensemble des informations requises par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Ainsi, l'inspection constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite